

## Élection fédérale 2019

Cette note de service comprend un récapitulatif et une analyse des mentions de la culture dans les plateformes des principaux partis fédéraux. D'autres mises à jour suivront au cours de la campagne électorale.

### Analyse des plateformes

#### **Bloc Québécois**

##### *La Plateforme*

La [plateforme du Bloc Québécois](#) est disponible en ligne.

Note : la plateforme du Bloc Québécois est disponible uniquement en français.

##### *Détail du coût*

Le Bloc Québécois n'a pas publié un détail du coût de sa plateforme.

Le Bloc Québécois n'a demandé aucune analyse du coût de ses politiques de la part du Bureau du Directeur Parlementaire du Budget.

##### *La Culture*

La culture est à l'avant-plan de la plateforme électorale du Bloc. Plus précisément, la culture québécoise, francophone. De fait, les politiques culturelles figurent au deuxième rang des politiques qu'énumère la plateforme, précédé d'une série de mesures conçues pour renforcer la souveraineté du Québec. La plateforme comprend toute une gamme de promesses, ou plus précisément et conformément à la situation propre au Bloc – seul parti fédéral qui n'a pas l'ambition de former un gouvernement – de revendications, par rapport à la stratégie numérique, à la radio et télédiffusion, aux médias locaux, à l'édition, à la production médiatique et cinématographique, à la promotion de la culture québécoise à l'étranger, etc. Le Bloc n'a fourni aucune évaluation précise du coût de sa plateforme. La plateforme ne comprend aucune mesure spécifique aux orchestres, bien qu'elle vise le budget du Conseil des arts du Canada, entre autres.

##### *Mesures spécifiques*

- Le Bloc affirme que la culture, de compétence du Québec au Canada, est de la compétence du Québec dans le monde.
- Le Bloc propose d'imposer les géants du web (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft, Spotify, Netflix, etc.) à un taux de 3% pour leurs activités sur le territoire canadien. Le Bloc propose aussi la

création d'un groupe de réflexion sur la promotion et la protection des cultures francophones sur les plateformes en ligne.

- Face à la crise des médias, le Bloc propose :
  - D'imposer la TPS sur la publicité en ligne
  - De créer un Fonds des médias écrits, à partir des revenus de taxes provenant des publicités en ligne
  - La tenue d'États généraux sur l'avenir des médias avec l'ensemble des acteurs touchés par la crise actuelle.
- Le Bloc propose que le gouvernement fédéral cède la réglementation des télécommunications et de la radiodiffusion au Québec
- Le Bloc envisage de procéder à une révision, avec le milieu culturel, des règles et des redevances du droit d'auteur et d'exiger que le Comité permanent du Patrimoine étudie le sujet.
- Le Bloc demande que le gouvernement canadien reconnaisse l'existence d'une culture québécoise et en fasse la promotion auprès de plateformes comme Apple Music, Spotify ou Netflix.
- Le Bloc demande une augmentation du budget de Téléfilm Canada afin de permettre la création de séries lourdes en ligne.
- Le Bloc demande que le gouvernement maintienne, puis indexe, le budget du Conseil des arts du Canada à un plancher de 300 millions de dollars, incluant une aide à la promotion internationale.
- Le Bloc propose que l'achat de livres soit exempté de la TPS
- Le Bloc demande que le gouvernement offre aux librairies des tarifs postaux réduits, comme il le fait actuellement pour les périodiques.
- Le Bloc s'engage à travailler dans le sens de l'autonomie administrative des communautés autochtones dans le domaine de la culture.

## Conservateurs

### *La plateforme*

La plateforme électorale du Parti conservateur n'a pas encore été rendue publique. On indique qu'elle pourrait être dévoilée dès le 11 octobre.

### *Détail du coût*

Le Parti conservateur n'a pas publié un détail du coût de sa plateforme.

Le Parti conservateur a demandé 18 analyses du coût de ses politiques de la part du Bureau du Directeur Parlementaire du Budget. De ces analyses, une seule porte spécifiquement sur les arts et la culture : [Crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants](#).

### *Mesures spécifiques*

- Lors de sa parution récente à l'émission *Tout le monde en parle*, M. Scheer confirmait que la plateforme des Conservateurs comprendrait des mesures obligeant les géants du web à percevoir des impôts pour leurs activités sur le territoire canadien.

## Libéral

### *La plateforme*

<https://2019.liberal.ca/wp-content/uploads/sites/292/2019/09/Avancer-Un-plan-concret-pour-la-classe-moyenne.pdf>

### *Détails du coût*

Le Parti libéral n'a pas publié un détail du coût de sa plateforme.

Le Parti libéral a demandé 22 analyses de détail de coût de la part du Bureau du Directeur Parlementaire du Budget. Aucun de ces rapports ne porte directement sur les arts et la culture.

### *La culture*

Les propositions du Parti libéral en ce qui a trait à la culture se trouvent dans la section *Arts et culture* de leur plateforme (pages 54-55). La plateforme vante les mérites des investissements du gouvernement en arts et culture depuis quatre ans. La plateforme confirme de nouveaux engagements à l'égard de certaines agences culturelles fédérales et agences de la couronne telle CBC/Radio-Canada et Téléfilm Canada, mais reste silencieuse quant au financement avenir du Conseil des arts du Canada. La nouvelle initiative qui risque d'attirer l'attention publique dans cette section serait la création du Laissez-passer culturel, un crédit de 200 dollars pour chaque enfant âgé de 12 ans, et qui doit servir à faciliter l'accès au théâtre, au musée, aux galeries, et aux autres lieux culturels. La plateforme ne contient aucune mesure spécifique aux orchestres.

### *Mesures spécifiques*

- Créer le Laissez-passer culturel, un crédit de 200 dollars que chaque enfant canadien recevra à l'âge de 12 ans pour aller au théâtre, au musée, dans les galeries, dans les ateliers et dans d'autres lieux pour profiter du contenu local canadien.
- Renforcer le mandat régional de CBC/Radio-Canada afin de favoriser la diffusion de plus de nouvelles locales.
- Demander à CBC/Radio-Canada de partager sa plateforme numérique pour que des entreprises de journalisme et des journaux communautaires puissent accéder à des technologies abordables.
- Augmenter le financement de Téléfilm Canada de près de 50% par an.
- Revoir la politique nationale sur les musées pour favoriser l'accès aux musées partout au pays, notamment aux collections numériques.
- Faire du Centre du patrimoine de la Gendarmerie royale du Canada un musée national.
- Introduire une nouvelle Stratégie de diplomatie culturelle.
- Adopter une loi obligeant les fournisseurs de contenu – y compris les géants du Web – à fournir plus de contenu canadien, à en faire la promotion et à le rendre facilement accessible.
- Adopter une loi sur le patrimoine de lieux patrimoniaux appartenant au gouvernement fédéral.

## Néo démocrates

### *La plateforme*

La [liste complète des engagements du NPD](#) est disponible en ligne.

### *Détail du coût*

Le NPD n'a pas publié un détail du coût de sa plateforme.

Le NPD a demandé 4 analyses de détail de coût de la part du Bureau du Directeur Parlementaire du Budget. Aucun de ces rapports ne porte directement sur les arts et la culture.

### *La culture*

Les engagements du NPD en ce qui a trait à la culture se trouvent dans la section *Soutenir les arts et la culture au Canada* de la liste d'engagements (pages 95-96). Aucun des engagements du NPD par rapport aux arts et à la culture ne comprend de prévision du coût ou d'échéancier. La plateforme ne contient aucune mesure spécifique aux orchestres.

### *Mesures spécifiques*

- Protéger notre patrimoine et appuyer une industrie artistique et culturelle forte et indépendante.
- Veiller à ce que les talents canadiens puissent s'épanouir sur les plateformes numériques et traditionnelles, ici comme ailleurs dans le monde.
- Veiller à ce que Netflix, Facebook, Google, etc., payent des impôts, appuient le contenu canadien et assument la responsabilité de ce qui apparaît sur leur plateforme.
- Augmenter le financement de CBC/Radio-Canada.
- Veiller à ce que les institutions artistiques et culturelles reçoivent un financement stable et à long terme pour faire croître et promouvoir les diverses cultures et histoires du Canada.
- Appuyer les médias canadiens pour les aider à effectuer la transition vers le numérique.
- Appuyer financièrement le théâtre autochtone du Centre national des arts.
- Mettre en place l'étalement du revenu imposable pour les artistes et travailleurs du secteur culturel.

## **Parti populaire**

### *La Plateforme*

La plateforme complète du Parti populaire n'est pas disponible en ligne. Des politiques par rapport aux sujets suivants ont été affichées sur le site web du parti : la péréquation, les armes à feu, la santé, le commerce intérieur, la gestion de l'offre, le réchauffement planétaire et l'environnement, la politique étrangère, la liberté d'expression, les pipelines, l'immigration, les réfugiés, l'identité canadienne, les anciens combattants, les questions autochtones. Pour les sujets qui ne sont pas abordés, le site réfère les visiteurs aux propositions de Maxime Bernier durant la course à la chefferie du Parti conservateur en 2016-2017.

### *Le Détail du coût*

Le Parti populaire n'a pas publié un détail du coût de sa plateforme.

Le Parti populaire n'a demandé aucune analyse du coût de ses politiques de la part du Bureau du Directeur Parlementaire du Budget.

### *La Culture*

Aucune des politiques du Parti populaire ne touche aux arts et à la culture.

## Parti vert

### *La plateforme*

La [plateforme du Parti vert](#) est disponible en ligne.

### *Calcul du coût*

Le Parti vert a publié un [détail du coût de sa plateforme](#).

### *La Culture*

La plateforme du Parti vert comprend une courte section sur les arts et la culture : *Arts, culture et médias* (page 46). Dans l'ensemble, le secteur artistique semble bien positionné, et positionné comme étant bénéfique pour la vitalité des communautés et pour l'identité nationale et partie intégrante d'une économie verte, tout en étant un secteur qui a un impact écologique modeste. La plateforme ne comprend aucune mesure spécifique aux orchestres. Toutefois, la plateforme propose des augmentations budgétaires pour toutes les agences culturelles fédérales, y compris le Conseil des arts du Canada. Par ailleurs, les propositions de révisions des crédits d'impôt pour les dons de servitudes sur des propriétés patrimoniales pourraient s'avérer avantageuses pour certains orchestres, et pourraient indiquer qu'un éventuel gouvernement vert serait ouvert à explorer d'autres incitatifs aux dons de bienfaisance, conformément à certaines priorités d'Orchestres Canada.

### *Mesures spécifiques*

- Accroître le financement pour tous les organismes artistiques et culturels fédéraux, y compris le Conseil des arts du Canada, l'Office national du film et Téléfilm Canada. Le *Calcul des coûts* indique des dépenses supplémentaires de 25 millions de dollars par an à cet effet (page 7).
- Revoir les incitatifs fiscaux pour les productions cinématographiques en augmentant les incitatifs lorsque les talents artistiques et techniques canadiens sont employés.
- Mettre en place un crédit d'impôt pour les dépenses de restauration afin d'encourager la préservation du patrimoine bâti.
- Mettre en place des crédits d'impôt pour don de bienfaisance pour les dons privés de servitudes sur des propriétés patrimoniales à des organismes de charité ou à des gouvernements locaux.
- Réformer les lois antitrust pour permettre la séparation des conglomérats médiatiques.
- Obliger les plateformes de médias sociaux à percevoir des impôts sur la publicité et s'assurer que les publicités gouvernementales ne soient diffusées que dans des publications canadiennes.
- Augmenter de 315 millions de dollars par année le financement de CBC et de Radio-Canada jusqu'à ce que le niveau de financement par habitant soit équivalent à celui de la BBC. Le *Calcul des coûts* indique plutôt 300 millions de dollars par an à cet effet (page 7).
- Réformer la structure de gouvernance de CBC/Radio-Canada pour empêcher toute ingérence politique possible dans les nominations au conseil d'administration.